

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

**CRISE GRECQUE ET
UNIFICATION EUROPÉENNE**

**THE GREEK CRISIS AND
THE EUROPEAN UNIFICATION**

Edited by / Sous la direction de
Sotiris Ntalis

Contributors / Contributions de

Christos Baxevanis

Kostas Botopoulos

Nicos Christodoulakis

Theodore M. Mitrakos

Maria Papadaki

Stavros Zografakis

Littérature Chyprite / Cypriot Literature

Stephanos Constantinides

Maria Herodotou

Yiannis Katsouris

Costas Vassileiou

Poètes Chyprites/Cypriot Poets

Volume 22, No 1, Spring / Printemps 2014

1

La Grèce à l'épreuve de la crise

Kostas Botopoulos*

RÉSUMÉ

Cet article traite de la progression de la crise en Grèce depuis 2009, d'un point de vue économique, politique et institutionnel. La première partie de cette étude s'adresse plus spécifiquement à la gestion de la crise; la deuxième analyse les caractéristiques et les problèmes du « paquet de sauvetage » et surtout du fameux «Mémorandum» avec les bailleurs; la troisième examine les conséquences de la crise sur la vie politique et sociale incluant notamment l'éclatement du système des partis et l'extension de la précarité; et la quatrième partie essaie de déterminer si ce qui semble être aujourd'hui un tournant, tant sur le plan interne que sur celui européen, l'est réellement.

ABSTRACT

This article deals with the progress of the crisis in Greece since 2009, from an economic, political and institutional point of view. The first part deals more specifically with the management of the crisis; the second part analyses the characteristics and problems of the “rescue package” and especially the famous “Memorandum” signed with lenders; the third part examines the consequences of the political and social life, including the breakdown of the party system and the extension of precariousness; and the fourth part is trying to determine whether what today appears to be a turning point, both internally and on the European level, it really is.

Etat des lieux en ce mars 2014, quatre ans après la pire crise financière, économique et sociale que la Grèce ait connu et deux mois avant des élections européennes de tous les périls (et quelques espoirs): l'emprise des “trois trente terribles” (perte de GDP, chômage, entrée en pauvreté) ne se desserre pas; la situation macro-économique, surtout budgétaire, semble améliorée mais beaucoup de problèmes structurels persistent; le système politique, et surtout le système des partis, a explosé et la stabilité politique est devenue une lutte de tous les jours; la paix sociale a été maintenue mais au prix dur d'une

* Constitutionnaliste, Président de la Commission Grecque des Marchés Financiers

désaffection généralisée vis-à-vis de la politique et de l'Europe; des réformes ont été entreprises et sont chaque jour annoncées mais ont beaucoup de mal à se concrétiser face aux difficultés parlementaires, à la résistance des corporatismes et à la confusion des citoyens; les rapports avec la "troïka" des bailleurs de fond (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International) sont définitivement envenimés et, très probablement, en train de se délier en vue d'un compromis nouveau.

Des sacrifices pour rien? Pas exactement: l'effort d'assainissement des finances publiques, malgré ses insuffisances, signifie que ce ne sera plus possible pour le pays de fonctionner sous le signe du même clientélisme aveugle et de s'endetter sans penser aux conséquences; la solidarité citoyenne, à l'intérieur du pays, a resserré les liens sociaux et démontré que la roublardise grecque continue d'être plus qu'un cliché; l'imperfection de la solidarité européenne a été démontrée et fait maintenant bouger le bateau commun, même si la navigation se fait toujours à vue; la jeune génération souffre et se responsabilise, l'exode des cerveaux, réelle et saignante, pourrait devenir une source de renouveau, puisque, au pays d'Ulysse, il n'y a pas d'exode sans nostos, donc sans retour. Et 2014 se présente comme le début d'un nouveau début plutôt que comme la marche sans fin dans un tunnel dont on ne voit jamais la fin.

Un pur échec politique? Pas complètement exact, non plus: la rencontre avec la crise a été, en quelque sorte, la rencontre avec la réalité pour une Grèce qui vivait au-dessus de ses moyens par choix politique et par vice social, ainsi que pour une Union Européenne bâtie sur du sable institutionnel et assoupie par des petits pas ne menant, après un certain moment, nulle part; des certitudes ont été bousculées, des mécanismes imaginés et mis en place, des problèmes de fond confrontés (rapport entre public et privé, entre dette et croissance, entre situation micro- et macro-économique), des nouveaux choix esquissés (fédéralisme, gouvernance économique, modèle de production).

L'aventure grecque devient ainsi une sorte de paradigme, même si les choses à éviter sont indubitablement plus nombreuses que les comportements à imiter. Essayons d'en tracer les grandes lignes et de tirer les enseignements essentiels.

Structures et circonstances

Au début de la crise (2009-2010), le parti socialiste de G. Papandreou arriva au pouvoir avec un agenda de redistribution qui tranchait avec les besoins du moment (mis en lumière, même tardivement, tant par le Premier Ministre en partance que par le Gouverneur de la Banque de Grèce) et qui s'appuyait sur les maux chroniques de la vie politique grecque de l'après la dictature (surendettement, clientélisme, appareil étatique lourd et coûteux, gâchis des ressources européennes, manque de créativité et de productivité). En tergiversant pour prendre en compte la réalité des faits et pour ne pas immédiatement heurter un électorat auquel on avait promis des lendemains meilleurs, le gouvernement a laissé filer six mois avant de vraiment réagir face à la crise. Beaucoup trop de temps, surtout si l'on ajoute l'effet produit par et sur les marchés: plus on essayait de leur faire admettre que la situation pouvait être jugulée exclusivement par des aménagements internes, plus ceux-ci augmentaient la pression, et plus les indicateurs économiques empiraient. Il a été calculé que si la Grèce et son gouvernement avaient immédiatement pris des mesures adéquates ou avaient demandé dès le début la concertation et l'aide européenne (et si une Union Européenne à 27 et institutionnellement impréparée avait pu réagir aussi rapidement), l'effort d'assainissement aurait été beaucoup plus gérable. Dans les faits, cette aide a été officiellement sollicitée en mars 2010 (date du premier plan spécialement conçu pour la Grèce), acceptée par le gouvernement grec fin avril (discours de Castellorizo du Premier ministre) et l'argent du prêt (120 milliards d'euros) a commencé à renflouer les caisses de l'État en mai. Accompagné évidemment par le fameux «Mémorandum» imposant les conditions politiques du prêt.

Ces six mois d'attentisme ont été suivis par presque huit mois d'action assez résolue et frénétique: le Mémorandum est passé au Parlement presque exclusivement avec les voix de la majorité, sans éviter les premières défections; les mesures d'austérité et quelques réformes importantes ont également été votées, cette toute première période étant la plus fructueuse de ce point de vue-là; le Parti socialiste a même réussi la prouesse de remporter, en novembre 2010, les élections locales, en pleine période de marasme économique. La société restait comme tétanisée mais ne se manifestait pas ouvertement contre ce mode de «sauvetage», dont les conséquences profondes restaient encore mal comprises; l'opposition de droite avait choisi le rejet non seulement de la

politique gouvernementale mais du Mémorandum lui-même et n'en récoltait nullement les fruits; la gauche radicale et communiste restait numériquement et socialement faible; et la troïka posait imperturbablement et méthodiquement les lourdes pierres d'un chemin déjà tracé.

La mécanique s'est brisée avec l'accumulation de mesures d'austérité touchant de plus en plus profondément des pans entiers de la société; l'absence de résultats probants contre l'évasion fiscale, un mal endémique en Grèce, a été ressentie comme une forte injustice et un signe que rien n'avait, et ne pourrait, changer; le ralentissement des réformes, de plus en plus de membres de la majorité et du gouvernement traînant les pieds à cause de la gronde sociale montante, a sapé la crédibilité gouvernementale tant à l'intérieur du pays que vis-à-vis des prêteurs-tuteurs; un sentiment de désaffection pour l'Europe, perçue comme une source de douleur, s'est fait jour, que l'Europe a bien rendu en commençant à s'interroger de façon assez peu diplomatique sur la volonté de la Grèce et de son gouvernement de mener à bien l'effort requis et les contrats conclus. L'année 2011 sonnera le glas de la normalité relative, puisqu'au printemps commencera à enfler le mouvement diffus des «indignés» qui occupera la place publique et la une de la presse mondiale; elle scellera aussi le sort de l'ère Papandreou, qui s'achèvera en novembre dans la confusion après l'initiative du Premier ministre d'annoncer un référendum sur le maintien de la Grèce dans l'Eurozone. Surtout, cette phase tumultueuse de gestion de la crise fera la démonstration du cercle vicieux engendré par la politique menée ou imposée: l'austérité prescrite par des programmes inflexibles provoque la récession, qui est elle-même combattue par plus d'austérité, laquelle sape les ressources de l'État, ce qui amène plus de récession, plus de morosité, et moins de possibilités pour s'en sortir. La même preuve a été faite en Irlande, au Portugal, plus tard à Chypre – tous des «élèves» bien plus malléables que la Grèce.

Le gouvernement n'a pas su et n'a pas pu maintenir le cap. Même si son effort de pédagogie est resté continuellement inapproprié, il faut admettre que sa tâche était, dès le début, très ardue, car ses marges de manœuvre étaient très étroites. La troïka, et surtout ses composantes européennes, ont pêché par hésitation, puis par sous-estimation des contraintes (puisque'il est presque impossible de vouloir réformer en trois ans et en pleine récession un système ayant des racines si profondes), et enfin par trop d'attachement à une

orthodoxie économique qui s'est vite révélée inadaptée aux circonstances. Bien tardivement mais sans ambiguïté, au moment où l'on parle, la Commission Européenne et plus encore le FMI ont admis les défauts «génétiques» de leur plan de sauvetage. Mais, au moment où le sort de la Grèce se décidait, on a eu recours, pour combattre l'affaiblissement économique, à l'arme de la déchéance politique: le sort d'un pays ne dépendait plus de lui-même, mais de ses créanciers. Cela ne pouvait évidemment pas marcher, tant pour la Grèce que pour l'Europe.

Buts et déficits du «Mémorandum»

Pour un étranger il n'est pas facile d'imaginer la vie politique sous Mémorandum. Conséquence première, le programme sur lequel un parti a été élu – et, dans le cas grec, bien élu – se trouva remplacé par une sorte de charte beaucoup plus précise et beaucoup plus contraignante: le Mémorandum sert des objectifs économiques, et particulièrement budgétaires, en vue de réduire le déficit public et la dette, mais avec des moyens politiques. Il prévoit une série de mesures, calibrées dans le temps, et rend obligatoire une série de réformes, en précisant également leur date d'application. Ce vrai programme gouvernemental a été imposé sans vrai débat: ni parmi les bailleurs de fond, qui ont opté, faute de temps et d'imagination, pour un programme-type déjà expérimenté par le FMI; ni entre le gouvernement de l'époque et la troïka, le premier faisant tout son possible pour retarder l'échéance, la deuxième s'arc-boutant sur ses certitudes; ni au Parlement, personne n'ayant le temps de se préparer correctement (un ministre de l'époque allant même jusqu'à rétrospectivement admettre de ne pas avoir lu les textes), le vote se faisant, pour trois séries de textes de plus de 500 pages (le Mémorandum lui-même, et deux Annexes techniques qui en spécifient les conditions) en bloc. Cette fâcheuse existence, ou peut-être nécessité, de votes cruciaux sans débat sur des articles ou des dispositions précises, a perduré, et perdure encore.

Si ce programme est très strict sur les objectifs et les délais, il laisse, en théorie, des choix au gouvernement et au Parlement quant à ses modalités d'application. Il prescrit, par exemple, une réforme fiscale, mais ne fixe pas de taux d'imposition; il requiert des coupes budgétaires d'un certain niveau, mais ne précise pas leur ampleur pour chaque ministère. Deux facteurs

objectifs ont cependant rétréci la possibilité de choix: la pression du temps et le difficile rapport avec les «inspecteurs» de la troïka, qui ont pris l'habitude, légitime mais vraiment constructive, de s'intéresser exclusivement au résultat comptable de chaque mesure et pas à son bien-fondé en vue d'un plan plus large. Il est tout aussi vrai, par ailleurs, que les trois gouvernements qui se sont succédé depuis le début de la crise et qui ont eu à gérer les Memoranda (le gouvernement de Georges Papandreou, du technocrate Loucas Papadimos et la coalition actuelle menée par le chef de la Droite Antonis Samaras) n'ont même pas essayé de faire part à la troïka de leur volonté de différenciation et d'imagination: il est toujours plus facile, surtout en temps de crise et quand toutes les mesures à prendre sont dures pour la population, de suivre des directions venant de l'extérieur et de s'abriter derrière le «on ne pouvait pas faire autrement».

Or la politique est justement l'art de faire autrement. Sans choix et sans nuance dans la politique appliquée, sans débat de fond avec possibilité de changement, la légitimité devient superficielle et la démocratie perd beaucoup de son sens. Dans l'urgence et la crise, la marge de manœuvre est de toute façon limitée, avec ou sans Mémorandum. Quand on vous prête des sommes faramineuses il ne peut y avoir d'égalité dans la négociation, surtout au sein d'une «Union» laquelle est justement basée sur le partage et le transfert de souveraineté. Mais la capitulation devant la difficulté de respecter les engagements du Mémorandum tout en les adaptant et les peaufinant, ainsi que la dichotomie politique et sociale trop tranchée et non constructive qui en découla – pro-Mémorandum, anti-Memorandum – ont occulté les vraies questions, ou plutôt la vraie question qui les englobe toutes: comment peut-on concilier état d'urgence économique et démocratie politique ? Par leur manière de faire, ou de laisser faire, les gouvernements de la crise se sont privés plus encore que la situation ne l'exigeait de moyens d'action: ils ont été déchus de l'essentiel de leur souveraineté politique. Le trait apparaît définitif, car le troisième Mémorandum, le dernier en date, approuvé à la fin de 2012, impose des conditions de tutelle encore plus strictes: des superviseurs extérieurs aux banques, des rapports hebdomadaires à la troïka, et la création d'un compte bloqué pour le paiement de la dette.

Des conséquences plus larges

A partir de 2011 le système des partis en Grèce a volé en éclats. La cassure politique et sociale est profonde: le pays est passé de l'axe nuancé droite-gauche à l'opposition frontale «pro» et «anti» Mémorandum. La Nouvelle Démocratie, traditionnellement parti de l'establishment et à tendance gouvernementale, se trouvant reléguée dans l'opposition au moment de l'adoption du Mémorandum, s'est dès le début positionnée contre ce choix de base en espérant ainsi profiter de l'inévitable mécontentement populaire. Cette posture est apparue éminemment stratégique et très peu spontanée, surtout à partir du moment où le «nouveau» programme du parti élaboré dans la crise ressemblait à s'y méprendre au programme dicté par la troïka et mis en pratique par le gouvernement «socialiste». Le double discours de la droite a perdu toute crédibilité après le virage effectué pendant le gouvernement Papademos (la Nouvelle Démocratie a voté en faveur du deuxième plan d'aide et de la restructuration de la dette) et surtout à l'approche des élections anticipées de 2012, quand, sous la pression des dirigeants européens et en vue d'un éventuel retour au pouvoir, le parti de droite et son chef Antonis Samaras lui-même ont abandonné toute velléité d'opposition systémique. Le PASOK ayant changé de chef mais étant plombé par une gestion très majoritairement perçue comme allant à l'encontre de ses principes les plus fondamentaux, et le Parti communiste apparaissant plus que jamais comme la relique d'une ère complètement révolue, le corps social a brusquement érigé le SYRIZA comme seule alternative et comme récepteur principal d'une gronde qui virait au désespoir. Jusqu'alors, petit parti de gauche radicale et altermondialiste, à peine entré au parlement en 2009, il était composé de plusieurs tendances allant de la presque-social-démocratie à l'activisme quasi-révolutionnaire et dirigé par un chef très jeune, inexpérimenté, superficiel et attractif, issu de la jeunesse communiste. Le discours tranchant du SYRIZA et d'Alexis Tsipras, leur farouche opposition au Mémorandum et à la politique de sortie de crise menée par le PASOK et adoubee par la Nouvelle Démocratie, la fraîcheur, voire l'absence totale de notoriété, de ses cadres devenus parlementaires, ont fait la différence dans un climat délétère et ont pu occulter le manque de repères, les contradictions internes, notamment sur le maintien de la Grèce dans l'Eurozone, et le peu de sérieux émanant des actes, des gestes et des paroles. Le SYRIZA a talonné la Nouvelle Démocratie dans les élections

successives de mai et de juin 2011, et est ainsi devenu, en l'espace de deux mois, le principal parti d'opposition et le seul vecteur du changement. A l'heure où l'on parle tous les sondages placent ce parti en haut des intentions de vote, mais il n'a pas su créer le sort d'adhésion populaire sur lequel avait construit sa suprématie durable le PASOK des années 1980.

L'accession fulgurante d'un parti antisystème au cœur du système a logiquement accaparé l'attention, tant en Grèce qu'à l'étranger. Mais les faits qui révèlent le plus spectaculairement, et le plus crûment, l'implosion de l'ordre ancien et l'entrée dans une ère politique nouvelle sont l'éparpillement du vote populaire, qui a fait que les deux partis traditionnellement en tête se sont retrouvés avec à peine 50% du vote populaire, et l'entrée tonitruante du parti d'extrême droite «Aube Dorée» au Parlement. Ouvertement militariste et nationaliste, religieux et anti-européen, persécuteur des immigrés et des homosexuels, ce parti fonde sa légitimité non seulement sur l'essor du mot d'ordre «tous pourris», mais aussi sur un activisme tous azimuts sur le terrain: aide aux personnes âgées, combat contre la délinquance par les armes, préparation et distribution de nourriture, «nettoyage» (surtout ethnique) d'immeubles occupés, et destruction du stock des marchands de rue. Se substituant à la police et à l'État, bravant les usages parlementaires au sein même du Parlement, vociférant contre l'argent, «l'autre», la «dégénérescence ambiante», les «boulots abandonnés aux étrangers», tout en se déployant rapidement sur l'ensemble du territoire, l'«Aube Dorée» ne cesse de monter en puissance, des derniers sondages en 2013 la plaçant en troisième position dans les intentions de vote. Phénomène de société et surtout d'époque, idéologiquement sans aucune ambiguïté, profitant de la poussée de l'extrême droite européenne, dont il fait partie tout en préservant ses caractéristiques propres, c'est un parti-organisation qui menace ouvertement la démocratie et en tire profit. Le début de démantèlement judiciaire de l'«Aube Dorée» en 2013-2014, son leader et ses principaux lieutenants accusés de conspiration contre la démocratie et entrés en prison suite à des agressions gravissimes, ont stoppé quelque peu l'élan du parti, mais sans le mettre définitivement hors-jeu.

Le nouveau clivage autour du Mémorandum a donc anéanti un parti de pouvoir (le PASOK est passé de 44 à 13% du vote populaire et donne peu de signes de convalescence), produit la plus forte abstention jamais enregistrée à des élections nationales (35% et 37,5% respectivement en mai et en juin 2012),

primé les partis antisystème (une frange jusque-là marginale de la Nouvelle Démocratie, mais nationaliste et «anti-mémorandum», donc tout à fait dans l'air du temps, s'est scindée du parti-mère et a recueilli plus de 10%) et érigé un groupuscule de type néo-nazi en représentant officiel de la désaffection des couches populaires envers la politique en Grèce. Rude prix pour la démocratie –même si elle ne devrait pas être assimilée aux partis qui se revendiquent d'elle.

Un deuxième mouvement de fond est lié à la situation sociale. La société grecque est au bout de ses forces, mais pas de ses peines: récession, chômage, inégalités, bien qu'il s'agisse là des priorités de l'action publique, ne cessent d'accroître. Le seul fait que chauffer sa maison soit devenu un luxe pour la grande majorité des Grecs en dit long sur la situation sociale. Le désengagement relatif de l'Europe (relatif, car la tutelle quotidienne de la mise en œuvre de l'assainissement des finances publiques, et désormais également des banques, continuera) pourrait créer un réflexe néfaste de ralentissement de l'effort ou un retour aux vieilles habitudes pernicieuses (arrangements «entre amis», clientélisme, promotion de la quantité et des gains rapides aux dépens de la qualité et de la restructuration profonde). Le nationalisme et l'anti-européisme pourraient gagner du terrain lors des prochaines élections européennes, surtout si les problèmes sociaux perdurent et la sortie de la crise tarde. Rien n'est encore gagné.

Le tournant enfin présent?

L'année 2012 a été la plus dure pour la Grèce en termes de récession, de chômage, et aussi de turbulences politiques, internes et européennes; elle s'est pourtant soldée par deux évolutions positives majeures: la création d'un gouvernement résolument pro-européen de coalition entre trois partis (Nouvelle Démocratie, PASOK et «Gauche Démocratique», cette dernière ayant abandonné la coalition à la mi-2013) et la décision - tardive mais, semble-t-il, définitive - de l'Union européenne de continuer d'aider la Grèce et de tout faire pour la maintenir au sein de l'Eurozone. Ces deux faits cumulés ont conduit à l'invalidation du scénario dit du «Grexit» (de la sortie forcée de la Grèce de l'euro et probablement de l'Union) et ont généré, pour la première fois depuis la crise, un espoir réel de stabilisation de la situation, tant aux niveaux politique qu'économique. Le principal effet pratique de la nouvelle donne a été la

«libération», bien tardive mais plus que nécessaire, de la plus grande partie du plan attendu par la Grèce (environ 53 milliards d'euros), permettant non seulement la survie économique mais posant les bases d'une possible reprise. C'est donc sous les auspices d'un timide espoir que l'année 2013 a été attaquée. Espoir malgré la récession persistante, le chômage galopant et la morosité ambiante, perçu comme tel par les acteurs financiers internationaux (spectaculaire hausse de la note de la Grèce par l'agence Standard & Poor's, baisse importante des taux d'emprunt), par les partenaires européens (qui parlent désormais d'une pente ascendante) et, plus crucialement, par les forces créatrices du pays, qui transcendent le système politique.

Les trois grands défis de 2013 - la recapitalisation réussie des banques, la mise en œuvre de réformes profondes (notamment concernant la taxation, l'efficacité administrative, la justice, l'attractivité pour les investisseurs), l'amorce du rétablissement d'un peu de justice sociale - ont, tant bien que mal, progressé: le système bancaire redevient petit à petit sain aux frais du contribuable grec (via une enveloppe de 50 milliards d'euros, gérée par le Fonds spécial qui répond à la troïka), les réformes dans tous ces secteurs ont été entamées et le principe de l'arrêt des mesures d'austérité et de l'accompagnement d'une éventuelle reprise par des mesures d'aide aux couches les plus défavorisées a été entériné. Le début de l'année 2014 a été marqué par trois grands événements qui vont tous dans le sens d'une «stabilisation par le haut». Il s'agit de l'annonce et puis de l'officialisation d'un excédant budgétaire primaire (hors charges de la dette) pour la première fois depuis le but de l'ère politique moderne, en 1974; de la tenue et la bonne gestion par la Grèce de la présidence tournante de l'Union Européenne; et de l'accord arraché de haute lutte à la troïka pour le remboursement de celle qui pourrait s'avérer comme la dernière tranche d'aide «sous conditions de Mémoire», vu que, après cet accord, le mode de supervision du pays et aussi ses besoins financiers pourraient se transformer profondément. Mais il faut que la Grèce évite un nouveau Mémoire, comme a été le cas en Irlande et en Espagne et le sera probablement aussi au Portugal, et qu'un accord sur la dette à long terme puisse se concrétiser.

Ces trois événements majeurs, avec leurs conséquences tant sur le plan politique qu'au niveau symbolique (respectabilité améliorée et effort budgétaire accepté, cheminement vers un mode de supervision moins stricte et plus normal entre partenaires, possibilité de négociations politiques permettant le transfert

de la responsabilité, et de la souveraineté, politique de la troïka vers le système politique interne), peuvent laisser présager qu' un saut qualitatif est à portée de main. A quelques conditions importantes près: que l' effort d' assainissement économique et de réformes structurelles ne décélère pas; que la stabilité politique ne soit pas mise en cause (par exemple par un résultat aux élections européennes et locales de mai 2014 tel qui chamboulerait le rapport de forces actuelles); et que l' Union Européenne, une fois les élections pour le nouveau Parlement passées, comprendrait et mettrait en acte le besoin d' un changement profond dans la gestion de la crise et la marche de l' Union. Le rapport du Parlement Européen sur le fonctionnement de la troïka dans les quatre pays où elle a été impliquée, ainsi que les mea-culpa successifs du FMI tant sur les prévisions que sur les remèdes pour la crise devraient, s'ajoutant aux travaux scientifiques qui s'accumulent depuis deux ans, servir pour légitimer et faire apparaître comme urgente cette correction de trajectoire.

L'aventure n'est donc pas prête à finir. Mais, après quatre ans, la politique pourrait reprendre ses droits et l'Europe redorer un blason bien terni.